



f : 31 en lutte
assembleedelutte31@riseup.net

AUX CHÔMEUSES, AUX CHOMEURS, AUX PRÉCAIRES - TOULOUSE ET ENVIRONS

La loi travail est une attaque contre tout les travailleurs, y compris ceux qui n'ont pas d'emploi, momentanément ou non, chômeurs et chomeuses, RSAs, galériens...

Cette catégorie floue représente une part de plus en plus grande de la population. Et si une partie de ces « précaires » peut encore plus ou moins avoir comme perspective de trouver un travail, ce sera le plus souvent un boulot de merde sous payé et avec la loi « travail », il sera encore plus facile aux patrons de les virer. Sans parler de tous celles et ceux à qui on a fait renoncer à l'idée de bosser de manière déclaré, et qui enchainent les tafs au black.

Les capitalistes ont besoin de cette « armée de réserve » de galériens qui tapent à la porte des boites : ça leurs sert à ajuster la quantité de main d'oeuvre et à faire pression sur tout le monde pour qu'on ne revendique rien, afin de maintenir les salaires les plus bas possibles.

Les seuls taf possibles se trouvent dans les agences d'intérim. On est prévenu au dernier moment, pour les travaux les plus durs. On a besoin de manger, donc on trouve du « travail alimentaire », déménageur, manutentionnaire, saisonnier... On a pas choix le sur les horaires, pas le choix sur la mission, et avec cette loi « travail » on nous promet encore pire, fin du paiement des heures sup par exemple.

Notre faiblesse est dans notre isolement.

Quasiment tout passe par internet, on ne se croise plus au Pôle emploi, on ne discute plus entre nous. Pourtant, les chômeurs sont nombreux à être contre la loi travail. Il est nécessaire de combattre cet isolement. De quitter l'ordinateur et ses

annonces d'emplois toutes plus nulles les unes que les autres, (on le fera toujours, mais on peut se libérer du temps sans culpabiliser) de se retrouver pour s'entraider, aider les autres secteurs en lutte, dépasser les conditions particulières.

Les chômeurs, Rsastes et compagnie reçoivent des allocations ; mais en échange il faut sans cesse subir des pressions, se justifier, faire des stages à la con, endurer des contrôles à domicile, etc : on est toujours suspect.

Pour maintenir cet état de fait, il faut opposer les deux catégories. On fait donc croire aux prolos « actifs » que si les chômeurs n'ont pas de travail, c'est qu'ils « ne veulent pas travailler » alors même que de l'avis des « conseillers », du travail, il n'y en a pas. Les allocations, c'est une partie du salaire global qui revient aux travailleurs, qu'ils soient occupés (sécurité sociale, allocs familiales) ou non (chômage, RSA, retraites, bourse d'études...)

La destruction, année après année du système d'allocations est une attaque sur le salaire global et concerne donc aussi bien les travailleurs avec emploi que ceux qui n'en ont pas.

Il est vital de briser cette division : une attaque contre les chômeurs est une attaque contre les travailleurs et inversement. Et avec la loi travail, c'est encore plus de travailleurs qui sont jetés au chômage.

Mettons à bas ce projet de loi. Et instaurons un rapport de force dans la durée : ensemble on peut se battre contre les projets de loi, mais on peut aussi faire et demander bien plus, ou même tout prendre !

MERCREDI 25 MAI

À 5H DU MATIN :
ACTION AVEC LES
CHEMINOTS DEVANT LA
GARE MATABIAU

JEUDI 26 MAI

LE MATIN : BLOCAGE DE LA VILLE (INFOS À VENIR)
14H30 : MANIFESTATION A COMPANS CAFARELLI
(CORTÈGE DE L'ASSEMBLÉE "31 EN LUTTE")
19H : ASSEMBLÉE DE "31 EN LUTTE" AU CAPITOLE

SAMEDI 28 MAI

A 16H
ASSEMBLÉE DE "31 EN
LUTTE" À "LA CHAPELLE,
36 RUE DANIEL CASANOVA



L'Assemblée de Lutte 31 souhaite faire la liaison entre les différents secteurs en lutte (travail, chômage, étude) et entre les camarades qui n'ont pas encore de structure pour lutter. L'objectif est aussi d'aller chercher les copains et copines pas encore mobilisés en leur proposant une structure horizontale, axée sur l'action et la solidarité dans la lutte. Par les piquets de grève, par les blocages économiques, par les manifestations avec objectifs, avec l'aide d'une caisse de grève, organisons l'offensive contre la Loi Travail et bien au-delà.

L'ASSEMBLÉE DE LUTTE SE CONSTRUIT ENSEMBLE !

COMMENT FAIRE GRÈVE SI JE SUIS ISOLÉE ?

De manière générale, quel que soit le contrat de travail ou le statut, le gréviste, du moment qu'il respecte les règles exposées plus bas (appel national ou local, sinon minimum deux salariés, dépôt des revendications professionnelles), est dans son droit, la grève étant encore un principe à valeur constitutionnelle. Mais le droit est une chose, et les patrons savent très bien passer outre ; et, dans certains cas, notamment pour les contrats précaires, à durée déterminée (CDD, intérim) ou en période d'essai, la menace de perdre son emploi est bien réelle et faire grève nécessite de prendre la mesure des enjeux collectifs et individuels.

JE BOSSE DANS LE PRIVÉ, DANS UNE BOÎTE OÙ JE SERAI SANS DOUTE LE OU LA SEUL.E À FAIRE GRÈVE

Dans le privé, il n'y a pas d'obligation de dépôt d'un préavis de grève. S'il y a un appel national ou local, tu peux te déclarer en grève, même si tu es seul.e. En revanche, sans appel national ou au moins local, il te faudra trouver au moins un.e collègue avec qui te mettre en grève, celle-ci étant juridiquement définie comme mouvement collectif. Dans les deux cas, tu es obligé.e de transmettre à ton employeur tes revendications : le mot d'ordre national ou local dans le premier cas, celles que vous déterminerez dans le second (attention : ces revendications doivent être d'ordre professionnel et non politique – même si les deux peuvent se rejoindre...).

Je suis en CDI : Alors tu ne risques rien à faire grève.

Je suis en CDD : Tu es dans ton plein droit de faire grève.

Je suis en intérim : Tu es dans ton plein droit de faire grève.

Je suis en période d'essai : Tu es dans ton plein droit de faire grève.

Je suis apprenti : Tu es dans ton plein droit de faire grève.

Je suis en stage : Tu es dans ton plein droit de faire grève.

Je travaille au noir : Il n'y a pas vraiment de droit dans ce contexte. Il faut la jouer collectivement au rapport de force.

Je suis au chômage : Tu peux aussi faire grève. Ça passe notamment par le refus, en groupe, des contrôles divers et variés. Tu peux également participer aux structures de lutte proposant une jonction avec ceux qui font grève.

Dans tous les cas, l'employeur ne pourra pas utiliser le motif de la grève pour te licencier et tu disposes de plusieurs recours pour faire annuler le licenciement, condamner ton employeur pour obtenir des indemnités. En cas de

pressions (« *Si tu fais grève, je te licencie* », « *Si tu fais grève, je ne te renouvelle pas ton CDD* », « *Si tu fais grève, je te mets au placard* », etc.) : conserve toute menace écrite de ton employeur ; note celles qu'il exprime oralement ; en cas de mise au placard, note tes horaires et les tâches effectuées pendant. Tout cela pourra te servir au cas où tu déciderais de poursuivre ton employeur en justice.

De manière générale, il est important, avant de faire grève, de se rapprocher des syndicats de ton entreprise, pour prendre les renseignements nécessaires à la grève et t'organiser avec eux si possible. S'il n'y a pas de syndicat et si tu penses être le seul à vouloir faire grève, discute avec tes collègues, certains pourraient te suivre, rassurés à l'idée de ne pas être isolés. Si c'est le cas, cela peut être le prélude à la création d'une section syndicale, l'essentiel étant le rapport de force collectif face aux différents coups de pression que le patron et/ou le manager peuvent vous mettre.

JE BOSSE DANS LE PUBLIC

Dans le secteur public, pour que tu fasses grève, il faut qu'au moins une organisation syndicale nationalement représentative ait déposé un préavis. Si tu fais partie des travailleurs précaires du secteur public, tu peux te rapprocher des nombreux collectifs précaires qui existent.

FAIRE GRÈVE POUR QUOI ?

Faire grève ne doit pas être une question morale, c'est un rapport de lutte. A l'heure de la flexibilité du travailleur et du face à face individuel à l'employeur, la grève pose une question essentielle : un rapport de force collectif. Nous sommes conscient.e.s que la grève ne se déclenche pas d'un claquement de doigts et que la grève isolée est loin d'être une fin en soi. Nous ne sommes pas là pour nous compter, mais pour lutter de la manière la plus efficace. C'est à partir de cette réflexion que l'Assemblée de lutte 31 propose un espace d'organisation qui prend en compte cette difficulté. Il y a de nombreuses façons de faire grève (respecter la procédure à outrance / ralentir volontairement la cadence / rallonger son temps de pause etc.) mais l'objectif, c'est de constituer une force collective sur son lieu de travail. L'Assemblée de lutte 31 propose d'ouvrir un espace pour les travailleurs isolés afin de trouver une force collective dans le mouvement actuel pour appuyer la constitution de rapports de force collectifs sur leurs lieux de travail, de chômage ou d'étude. Si la grève est impossible, l'Assemblée de lutte 31 reste un espace de proposition pour participer au mouvement.

COMMENT CRÉER COLLECTIVEMENT UN RAPPORT DE FORCE ?